

**MAIRIE  
DE  
VILLEGLY**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE VILLEGLY**

**SEANCE DU 27 NOVEMBRE 2023**

Nombres de conseillers

En exercice : 15

Présents : 11

Votants : 10

ADOPTE A L'UNANIMITE

VOTE POUR : 10

VOTE CONTRE : 0

ABSTENTION : 1

**Domaine :**

**ADMISSION  
EN NON-VALEUR**

**Sous-domaine :**

**CREANCES  
IRRECOUVRABLES  
OU ETEINTES**

**OBJET :**

**Période du  
29 Avril 2011  
au  
06 octobre 2022**

**N° 55/2023**

L'an deux mille vingt-trois, et le 27 Novembre à 19 Heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Alain MARTY, Maire.

Date de la convocation : 20 Novembre 2023

Présents : Alain MARTY, Raymond BENOIT, Janine POUSSE, Michel GREFFIER, Jean MAURY, Christine SANCHEZ, Véronique BROUSSE, François DUVERT, Stéphane AZEMA, Joëlle LEVEJAC, Vanessa SALANDINI.

Emmanuel COULONVAL est arrivé en cours de séance.

Absents excusés : Véronique MARCAILLOU, Christophe FOURES, Emilie BELUCHE.

Mr Stéphane AZEMA a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée que conformément au principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable public posé par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, le comptable de la commune est chargé, sous, sa responsabilité, de l'exécution des recettes communales, de poursuivre la rentrée des revenus de la commune et de toutes les sommes qui lui sont dues.

Conformément à l'instruction codificatrice n° 11-022-M0 du 16 décembre 2011, relative au recouvrement des recettes publiques des collectivités territoriales, et en application de l'article 55 de la loi de finances rectificative 2020, le comptable dispose de moyens amiables et contentieux à l'encontre des tiers débiteurs de la commune.

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites, n'a pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la Collectivité l'admission en non-valeur des sommes non recouvrées. L'admission en non-valeur est votée par l'Assemblée délibérante.

Cette procédure correspond à un apurement comptable se traduisant par une charge au compte 6541 du budget communal.

L'admission en non-valeur peut procéder de créances irrécouvrables ou de créances éteintes :

- L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables (pour insolvabilité, départ sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritier, montant inférieur au seuil de recouvrement) ne décharge pas le comptable public de son devoir de poursuivre le recouvrement.
- La créance éteinte faisant suite à une décision juridique s'impose à la collectivité et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public.

Cette situation résulte des trois cas suivants :

- Jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs (article L1643-11 du code de commerce),
- Décision du tribunal d'instance, de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (article L.332-5 du code de la consommation),
- Lors du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (article L.332-9 du code de la consommation).

Il est proposé d'admettre en non-valeur sur le budget principal de la commune :

Au titre des produits irrécouvrables (compte 6451 du budget principal) :

- Exercice 2011 ..... 24,50 €,
- Exercice 2012 ..... 50,00 €,
- Exercice 2014 ..... 1 350,85 €,
- Exercice 2022 ..... 4,20 €,

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**Vu** le budget de la commune pour les exercices 2011, 2012, 2014 et 2022,

**Vu** les états des produits irrécouvrables et des créances éteintes présentés par le Contrôleur des finances publiques, au titre de ces exercices pour le budget principal,

**Considérant** que les sommes dont il s'agit ne sont pas susceptibles de recouvrement,

- **DECIDE** : d'admettre en non-valeur au titre des produits irrécouvrables la somme de **1 429,55 € (Mille quatre cent vingt-neuf euros, 55 centimes)** correspondant au détail mentionné ci-dessus (compte 6541 du budget principal).

- **ADOpte** à l'unanimité.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme  
Le Maire,  
Alain MARTY



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211104260-20231127-20231127DEL55-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/11/2023

Affichage : 28/11/2023